

« ENSEMBLE » oui mais « TOUS », et pas seulement Aujourd'hui



des Alpes de haute Provence ont décidé de soutenir cette initiative, en invitant la population et les élus à réfléchir et à organiser des rencontres sur l'origine de cette situation.

Nous ne pouvons qu'apprécier la démarche collective initiée par les élus sur la baisse des dotations. Nous pensons que nous pourrions également envisager sur des sujets tels que : la réponse aux besoins de santé, la présence des services publics etc.... Dans de nombreuses mairies la construction avec les collectivités voisines n'est pas une priorité, nous l'avons malheureusement constaté sur la carte scolaire, la présence postale...

Notre appel est simple, il part du constat suivant : le premier réflexe d'une majorité de conseils municipaux de notre département est de procéder à l'examen de la ligne budgétaire concernant la masse salariale. Le deuxième réflexe malheureux est de projeter le passage de services en délégation de service public.

Ces démarches construites sur les seules logiques budgétaires à court terme vont à l'encontre des besoins des populations. Nous ne cultivons pas l'opposition au contraire, mais souvent ces choix nous opposent.

Messieurs les élus si votre mot d'ordre appelant à ce rassemblement est « ENSEMBLE » vous nous permettez d'y ajouter le petit mot solidaire « TOUS »

En effet si comme vous le dites « L'Etat a décidé, d'ici à 2017, de réduire de 30% les dotations accordées jusque-là aux communes et intercommunalités pour assurer leurs missions. Aujourd'hui, le rôle essentiel des communes et de leurs communautés à assurer, au quotidien, les services de proximité pour les 66 millions de Français, est menacé et l'activité économique des territoires est également fragilisée. ». Vous mentionnez également dans votre appel « les précédentes mesures financières défavorables, comme la suppression de la taxe professionnelle. » et pour conclure vous soulignez que « Cette situation est vécue comme une injustice et une erreur économique. »

Dans ce communiqué il y a deux mots, qui participent à la langue de bois et à la tromperie des citoyens, ces mots employés sont « état » et « erreur économique ».

Les choix que vous dénoncez et auxquels nous nous associons sont les politiques des gouvernements successifs que la plupart d'entre vous, soutiennent. Il n'y a pas « d'erreur économique » mais simplement une volonté idéologique de favoriser la propriété lucrative et le profit.

Commençons par appeler un chat « un chat » et là oui « TOUS ENSEMBLE » nous pourrions nous projeter et débattre tous ensemble pour construire un avenir commun.

Si le 19 septembre, tous les Français doivent faire « cause commune » : c'est leur vie quotidienne, c'est la qualité du vivre ensemble et l'avenir d'un patrimoine républicain qui sont en jeu. **Nous vous appelons à prolonger cette expression**

le 8 octobre

A 11 H 00 à Manosque devant la permanence du député CASTANER

A 11 H 00 à Digne devant le conseil Général ou siègent également le Député SAUVAN et le Sénateur ROUX

"Le problème c'est la crise structurelle du capital"

La mobilisation du 8 octobre pour les salaires et l'emploi a pour objectif de dire "changeons de cap, changeons de gouvernements" ce n'est pas d'alternance, mais bien d'une autre alternative dont nous avons besoin. "Le problème c'est l'accumulation du capital qui a pour conséquence la faiblesse de la redistribution par l'investissement et le salaire", et non l'épaisseur du code du travail.

L'alternative est simple : "Soit on continue à déréglementer, à donner des aides aux rentiers et au Grand patronat", "soit on inverse une tendance, on change de route et on favorise un autre partage des richesses créées"